

assistante médico-sociale de 2e classe 3e échelon +
1 a 8 m 12 j bonification

Le présent arrêté aura effet pour compter de la
date de prise de service de l'intéressée.

Rectificatif

RECTIFICATIF du 11-11-75 à l'arrêté N° 535-MFP
du 24 juillet 1975 portant nomination.

Au lieu de :

M. Ouro-Aguiri (Aboudou), surveillant permanent
de 5e catégorie échelle B, admis au concours profes-
sionnel ouvert par arrêté n° 450-MFP du 3 juillet 1974, est
nommé dans le corps des fonctionnaires de l'agricul-
ture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionne-
ment des produits en qualité d'adjoint technique de 2e
classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550)
et reste mis à la disposition du ministre de l'équipe-
ment rural (chapitre 20, article 10, paragraphe 1 du
budget général), pour compter du 23 janvier 1975.

Lire :

M. Ouro-Aguiri (Aboudou), surveillant permanent
de 5e catégorie échelle B, admis au concours profes-
sionnel ouvert par arrêté n° 450-MFP du 3 juillet 1974,
est nommé dans le corps des fonctionnaires de l'agri-
culture, de l'élevage, des eaux et forêts et du condition-
nement des produits en qualité d'adjoint technique de
2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice
550) et reste mis à la disposition du ministre du déve-
loppement rural (chapitre 20, article 10, paragraphe 2
du budget général), pour compter du 23 janvier 1975.

Le reste sans changement.

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

ARRETE N° 17-MDR du 11 novembre 1975 portant
localisation des coopératives agricoles du Haho.

LE MINISTRE DU DEVELOPPEMENT RURAL,

Vu l'ordonnance n° 13 du 12 avril 1967 relative au statut de la
coopération au Togo ;

Vu le décret n° 71-167 du 3 septembre 1971 ;

Vu l'arrêté n° 20-MER du 15 décembre 1971 relatif au rayon d'ac-
tion des coopératives ;

Vu le décret n° 75-42 du 14 mars 1975 portant organisation et
définition des attributions des ministères du développement rural et
de l'équipement rural ;

Vu le procès-verbal des 14, 18 et 21 mars 1975 du comité de locali-
sation et d'installation des coopératives de la circonscription adminis-
trative de Notsé,

A R R E T E :

Article premier — Il est constaté sur la circons-
cription du Haho l'existence de huit coopératives agri-
coles citées ci-dessous et dont les zones d'action sont
ainsi définies :

— Association des coopérateurs de

Wahala (A.C.W.) : sous-secteur de Wahala

- Société coopérative de producteurs agricoles de
Notsé (SOCOOPAN) : sous-secteur de Kpedome
- Coopérative agricole et artisanale
de Notsé (CAANO) : sous-secteur de Hahome-
gbe
- Coopérative agricole de Notsé
(COOPANO) : sous-secteur de Kpelè
- Coopérative agricole de Kpové-marché
(COOPAKOM) : sous-secteur de Kpové
- Union des producteurs de Tsagba
(UPAT) : sous-secteur de Tsagba
- Association des planteurs d'Asrama
(ASSOPAN) : sous-secteur de Asrama
- Société coopérative des producteurs agricoles
de Notsé (SECPANO) : sous-secteur de Agbati.

Art. 2. — Le siège social de chaque coopérative
devra être obligatoirement situé à l'intérieur du sous-
secteur correspondant à sa zone d'action.

Art. 3. — L'action des coopératives précitées ne
doit en aucun cas s'exercer en dehors de la zone affec-
tée à chacune d'entre elles par l'article premier.

Art. 4 — Tout l'encadrement technique des huit
coopératives du Haho est assuré par le personnel de la
SO.TO.CO. qui appliquera rigoureusement tous les
thèmes techniques définis par cette société.

Art. 5 — Les moyens de production destinés à la
culture cotonnière (semences — engrais — insecticides
— pulvérisateurs...) devront être remis, au début de
chaque campagne, par la SO.TO.CO. aux coopératives
qui devront en assurer la répartition auprès de leurs
adhérents et la gestion. Les coopératives devront éga-
lement assurer le remboursement à la SO.TO.CO. des
produits (engrais et insecticides) et restituer, en bon
état, les matériels qui auraient été mis à sa disposition.

Les coopératives ne devront en aucun cas utiliser
d'autres moyens de production que ceux fournis par la
SO.TO.CO.

Art. 6. — Une convention, approuvée par M. le
ministre du développement rural, fixera les relations
entre les coopératives du Haho et la société togolaise
du coton (SO.TO.CO.).

Art. 7. — Tout organisme ayant des activités co-
tonnières a l'obligation de sous-traiter avec la SO.TO.-
CO. en signant la convention citée à l'article 6.

Lomé, le 11 novembre 1975

O. Bagnah

ARRETE N° 18-MDR du 11 novembre 1975 portant or-
ganisation et gestion des coopératives.

LE MINISTRE DU DEVELOPPEMENT RURAL,

Vu l'ordonnance n° 13 du 12 avril 1967 relative au statut de la
coopération ;

Vu le décret n° 71-167 du 3 septembre 1971 ;

Vu le décret n° 75-42 du 14 mars 1975 portant organisation et
définition des attributions des ministères du développement rural et
de l'équipement rural,